

6 International



En Afrique, des drones permettent d'acheminer rapidement des vaccins ou produits sanguins en respectant la chaîne du froid et l'environnement.

«Genève est au cœur d'une mue technologique de la médecine»

ÈRE DIGITALE A l'occasion de la 7e édition du Geneva Health Forum, Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de l'Université de Genève, explique l'impact croissant de la technologie sur la pratique médicale

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BUSSARD
@Bussards

Plus de 1000 participants, des start-up férues d'innovation dans le domaine de la santé. La 7e édition du Geneva Health Forum (GHF) qui se tient à Genève jusqu'à jeudi met l'accent sur la transformation numérique du secteur de la santé. Coprésident du comité scientifique du GHF, Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de la Faculté de médecine de l'Université de Genève, donne la mesure du changement en cours.

Le secteur de la santé est en pleine mutation. En quoi profite-t-il de la radicalité numérique du moment? Nous faisons face à une profonde transformation des pratiques de santé globale. Dans cette édition du GHF, nous jugeons nécessaire d'en rendre compte. Prenez la télémédecine. Elle permet d'accomplir des choses qu'on ne pouvait imaginer auparavant. L'Afrique en bénéficie au premier chef. Une initiative qui a émergé à Genève sous l'impulsion du professeur Antoine Geissbuhler est tout à fait pionnière. C'est le projet Réseau en Afrique francophone pour la télémédecine (RAFT) qui permet de mettre en lien les hôpitaux de l'Afrique francophone via des conférences hebdomadaires très suivies et de faire en sorte qu'ils partagent leurs expériences via la télémédecine. Une discipline très prometteuse qui permet de combler les manques dans les «déserts» médicaux et les régions reculées où l'on a de moins en moins de médecins.

Dans quelle mesure la Genève internationale contribue-t-elle à la transformation numérique de la santé globale? Nous disposons de ce que nous appelons la Health Valley qui s'étend de Genève à Bâle, Zurich et la France voisine. La Genève internationale dispose d'un écosystème académique exceptionnel reposant sur les sciences de la vie, les sciences des données et de l'ingénieur et les sciences humaines et sociales. Nous avons aussi l'expertise éthique et technologique nécessaire à une époque



ANTOINE FLAHAULT
COPRÉSIDENT DU COMITÉ
SCIENTIFIQUE DU GENEVA
HEALTH FORUM

«La Health Valley a généré la création d'une multitude de start-up grâce au soutien de la Confédération et des cantons»

INTERVIEW

où l'on se pose beaucoup de questions sur l'intelligence artificielle, les réseaux sociaux, le big data, les droits de l'homme dans un contexte de radicalité technologique. De plus, Genève est une pionnière dans l'émergence d'un mouvement dit de santé globale de précision et la transformation des pratiques de santé publique.

En quoi ce qu'on appelle la Health Valley représente un atout? Oui, cette Health Valley offre une concentration unique d'équipes de recherche de très haut niveau, de spécialistes universitaires très cotés qui promeuvent une production scientifique, mais aussi industrielle ainsi que l'innovation. La Health Valley a généré la création d'une multitude de start-up grâce au soutien de la Confédération et des cantons. A l'EPFL à Lausanne par exemple, de petites start-up proposent des radiographies numériques tropicalisées qui prennent en compte les contraintes de l'Afrique subsaharienne où il n'y a pas toujours de l'électricité. Des ingénieurs travaillent dans une perspective haute technologie, mais aussi bas coûts. D'autres start-up s'intéressent aux drones permettant d'acheminer rapidement des vaccins ou produits sanguins en respectant la chaîne du froid et l'environnement. En France voisine, une société s'est spécialisée dans la stérilisation des équipements médicaux dans les hôpitaux en recourant à des quantités limitées d'eau grâce à l'utili-

sation de rayons ultraviolets et d'ozone. Pour stériliser, il faut souvent énormément d'énergie car le processus nécessite de hautes températures et beaucoup d'eau.

Cette Health Valley est-elle reconnue en tant que telle? Oui, elle l'est. Mais elle n'est pas encore suffisamment connectée avec les organisations internationales à Genève. Du côté de ces dernières, on n'a pas encore suffisamment le réflexe d'aller chercher des solutions pratiques auprès des sociétés de la Health Valley.

En quelques années, Genève a vu émerger plusieurs centres de santé globale, à l'Université de Genève et à l'Institut de hautes études internationales et du développement. Quelle en est la raison? La santé est indéniablement l'un des grands succès de la Genève internationale. Hormis l'OMS, qui s'y est établie il y a 70 ans, il y a d'importantes fondations comme le Gavi et le Fonds global de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il y a le DNDI (Drugs for Neglected Diseases Initiative), mais aussi des organisations faitières comme celle des industriels des médicaments (IFPMA). Genève concentre presque de manière monopolistique la santé globale. Il n'y a pas d'autre endroit sur la planète où convergent chaque année au mois de mai 194 ministres de la santé qui viennent avec d'imposantes délégations.

Pour mesurer l'importance de l'Assemblée mondiale de la santé de mai, il suffit d'observer des pays comme la Thaïlande. Sa délégation dépêchée à Genève est plus importante que celle des Etats-Unis! Pour les Thaïlandais, l'Assemblée mondiale de l'OMS est un moment majeur pour former leurs équipes de santé, pour procéder à des échanges culturels, industriels et d'expertise.

Et quand on parle de santé globale, Genève ne pense pas qu'à l'aspect planétaire. Elle y inclut la coopération transdisciplinaire entre épidémiologistes, virologues, économistes, historiens, sociologues, ingénieurs ainsi que le secteur privé et non académique. Aujourd'hui, il est inimaginable de traiter d'Ebola dans son coin, sans impliquer, hormis l'OMS et d'autres organisations, Médecins sans frontières, un producteur de vaccins et d'autres organismes privés. C'est une nouvelle forme de multilatéralisme qui va bien au-delà des relations interétatiques. ■

MAIS ENCORE

Crash d'avion militaire en Algérie

Un avion militaire Iliouchine de fabrication soviétique s'est écrasé mercredi en milieu de matinée à 30 km au sud d'Alger, entraînant la mort de 257 personnes, principalement des membres de l'armée. Les circonstances du crash restaient peu claires en soirée. Il s'agit de la pire catastrophe aérienne qu'ait connue l'Algérie. L'épave calcinée et noircie de l'avion gisait dans un champ à quelque 100 m des murs d'enceinte de la base militaire de Boufarik. L'appareil de transport devait se rendre à Tindouf (sud-ouest), à la frontière algérienne avec le territoire du Sahara occidental. ATS

Rwanda, l'insupportable et explosif silence

HISTOIRE Guillaume Ancel était capitaine lors de l'opération «Turquoise» déclenchée par la France au Rwanda après le génocide qui débuta le 7 avril 1994. Dans un livre, il dénonce «l'omerta» de l'armée française

RICHARD WERLY, PARIS
@LWerly

Impossible de nier l'évidence: aujourd'hui cadre dans le secteur privé, prompt à évoquer les grèves de la SNCF et les blocages sociaux en France, Guillaume Ancel a laissé une partie de lui-même loin de ce quartier parisien de La Sorbonne où il réside. Son dernier livre, *Rwanda, la fin du silence* (Ed. Belles Lettres), est comme un lourd boulet que sa mémoire est condamnée à charrier.

Juin 1994. Le génocide des Tutsis du Rwanda, entamé le 7 avril au lendemain de l'attentat fatal contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, inonde la communauté internationale du sang de centaines de milliers de victimes. Ancel est capitaine, spécialisé dans le guidage au sol des frappes aériennes, dans un régiment rattaché à la Légion étrangère. Il reçoit, à la base de Valbonne, non loin de la Suisse, son ordre de départ pour ce «pays des mille collines», dont il ne connaît rien. La suite sera l'opération «Turquoise», déclenchée par l'armée française avec l'aval de l'ONU pour instaurer un sanctuaire humanitaire en pleine folie génocidaire. Le début surtout, pour cet officier persuadé de s'interposer pour mettre fin aux tueries ethniques, d'un insupportable silence d'Etat...

«Il nous manque la trame»

«Il faut redire, vingt-quatre ans après le génocide, que nous étions prêts à nous battre pour faire cesser ces massacres. Tous mes légionnaires le voulaient, au péril de leur vie», raconte-t-il au *Temps*, parsemant çà et là ses réponses de souvenirs personnels, de noms de généraux déployés alors au Rwanda, d'extraits de réponses laconiques faites, depuis, par le Ministre français de la défense. «Turquoise» permet aussi à des milliers de génocidaires hutus de s'enfuir au Congo voisin. La France est accusée de complicité. Le piège se referme sur ces militaires: «Il nous manque la trame. Ce qui nous permettrait enfin de comprendre, de relier entre eux tous ces points obscurs, tous ces ordres ambigus», poursuit l'ex-officier, qui quitta l'armée avec le grade de lieutenant-colonel. Son livre est en ce sens un plaidoyer pour tous ceux, galonnés ou non, qui continuent de souffrir en se taisant: «Nous avons dû, comme militaires, affronter l'opprobre et les accusations à notre retour. Des journalistes ont vu en nous les protecteurs des génocidaires hutus. Mais la réalité sur le terrain n'était pas celle-là. On nous a plongés dans un chaos que je cherche toujours à éclaircir.»

De nombreuses enquêtes ont été publiées sur ces sombres mois du printemps 1994, alors que François Mitterrand, rongé par son cancer (il décédera le 8 janvier 1996), cohabitait avec le gouvernement de

droite dirigé par Edouard Balladur. Quelle fut la part de la passivité des uns, de l'aveuglement des autres, au nom des funestes liens entre responsables militaires français et membres de l'état-major des Forces armées rwandaises, bastion des extrémistes hutus? Quid, à l'opposé, du rôle trouble du FPR tutsi de Paul Kagame qui s'empara du pouvoir à Kigali et y règne depuis d'une main de maître? Guillaume Ancel n'est pas journaliste. Ses questions sont posées à travers ce qu'il vécut sur place, y compris lorsqu'il accepta d'assister un ancien officier suisse, venu de sa propre initiative porter secours à une famille tutsi. Il raconte la chaîne de commandement de l'opération «Turquoise», vrillée par les ordres contradictoires. Il pointe du doigt les forces spéciales françaises, qui opéraient dans le dos des unités régulières.

«Un récit pour que le silence ne devienne pas une amnésie»

GUILLAUME ANCEL

1994-2018: pourquoi l'insupportable silence n'est-il pas davantage brisé? Pourquoi les documents d'archives déclassifiés en partie en 2015 n'ont-ils pas permis de faire toute la lumière, alors que des juges enquêtent toujours sur les éventuelles «complicités de génocide» françaises? «Un militaire n'est pas formé pour être justicier. On n'évalue pas les ordres. On les exécute», complète Guillaume Ancel, qui s'est personnellement confronté sur ce sujet avec Hubert Védrine, l'ancien ministre alors secrétaire général de l'Elysée. Dououreux souvenir. L'ex-chef de la diplomatie française, mis en cause pour des livraisons d'armes aux Hutus, a toujours démenti avec véhémence.

«Un récit pour que le silence ne devienne pas une amnésie»: telle est la formule que l'ex-capitaine écrit souvent en dédicace. Parce que son refus d'évacuer ses souvenirs n'est pas une rébellion. Encore moins une sédition. Il veut seulement comprendre. Comment, par exemple, se déroula l'attentat contre l'avion présidentiel, qui déclencha le pire. Vingt-trois ans après, la bataille fait toujours rage entre ceux qui, comme l'ex-juge français Bruguière, croient à la culpabilité du FPR et ceux qui, comme Ancel, visent les extrémistes hutus aidés de mercenaires. L'ancien officier recompte les mètres dans l'enceinte du camp militaire de Kigali d'où fut, selon lui, tiré le missile. «L'armée française a un devoir vis-à-vis de nous tous, ces soldats que l'on a confrontés à l'horreur absolue. Les capitaines, comme je l'étais, sont ceux qui font les guerres aux côtés de leurs hommes. Le génocide rwandais et ses terribles secrets sont un autre missile, qui n'en finit pas d'exploser en nous.» ■

A lire: **Rwanda, la fin du silence** (Ed. Belles Lettres)

Justice

Vojislav Seselj condamné

L'ultra-nationaliste serbe Vojislav Seselj, acquitté en première instance en 2016, a été reconnu mercredi en appel coupable de crimes contre l'humanité. Un tribunal de l'ONU le jugeait pour sa responsabilité dans les conflits sanglants des années 90 dans

l'ex-Yougoslavie. Ce partisan virulent de la «Grande Serbie», député et fondateur du parti d'extrême droite SRS, a été condamné à 10 ans de prison mais restera libre. La peine est couverte par la détention déjà effectuée, près de 12 ans de prison. ATS